

# Des chiffres qui accusent le capital

*Les statistiques  
et la suraccumulation du capital  
dans la crise*

analyse de la crise du capitalisme monopoli-  
d'Etat est fondée sur la théorie marxiste  
suraccumulation du capital. Elle se  
à la suraccumulation de longue période,  
nant des fluctuations de période plus ou  
cinquantenaire. Cette théorie fait inter-  
tout particulièrement, l'élévation de la  
composition organique du capital au cours de  
une ascendance de la fluctuation longue.  
ce qui se passe au cours de la longue  
de tendance à l'essor qu'a connue  
économie capitaliste de la 2ème guerre mon-  
jusque vers 1970. L'élévation durable et  
vre de la composition organique du  
— c'est-à-dire de la valeur des moyens  
iels de production par rapport à tout le  
vivant qui les met en œuvre — est à la  
de la suraccumulation de longue période,  
difficultés durables de la rentabilité des  
aux (et donc de l'inflation accélérée, puis  
surproduction et du chômage massif).

vation de la composition organique des  
aux (liée aux efforts des capitalistes pour  
lancer les travailleurs par des moyens  
iels et faire pression sur les salaires)  
re que ce n'est pas l'excès des salaires  
à la base des difficultés de la rentabilité  
nelle de la société, de l'inflation accélérée  
autres maux de la crise du CME,  
amment aux prétendues justifications  
politique d'austérité. Elle montre la res-  
tabilité de l'excès et du gâchis des  
culations matérielles. Ce gâchis entraîne  
ours un excès d'exploitation, le gâchis  
ommes et donc des difficultés de la  
ance de l'exploitation elle-même.

même, l'excès d'accumulation dans les  
aux dominants (drainant de la plus-value  
du reste de l'économie) montre que la  
on à la crise n'est pas la politique de

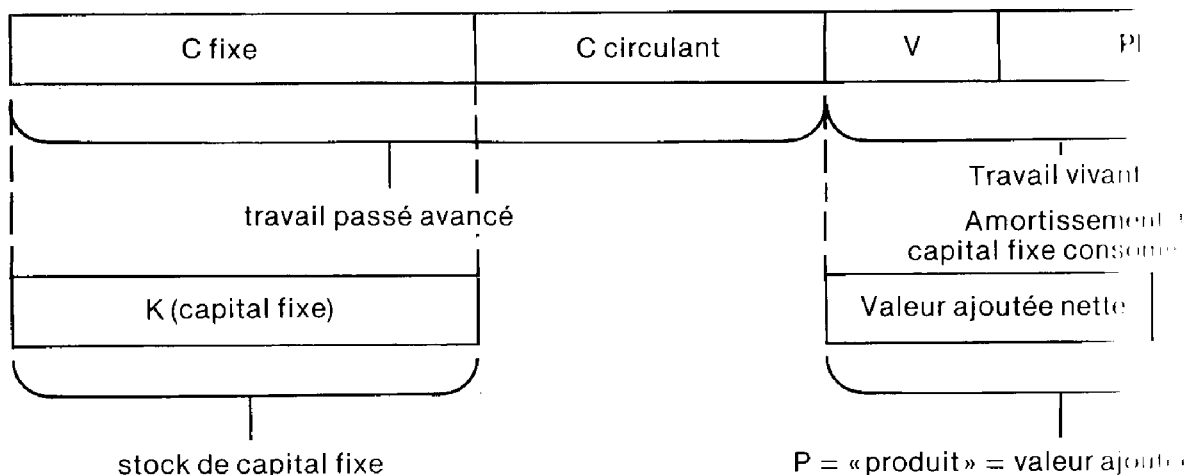
redéploiement en faveur des groupes domi-  
nants dont la rentabilité supérieure révélerait,  
dit-on, l'efficacité supérieure. Il faut, au  
contraire, lutter contre leur domination  
enfonçant l'ensemble de l'économie dans la  
crise et ses gâchis.

Dans la conception marxiste la composition  
en valeur du capital — exprimée par la  
formule  $C/V$  — met en rapport le capital  
représentant la valeur des salaires, qu'on  
appelle capital variable ou «V» (parce qu'il  
est à l'origine de la variation qu'est la création  
par le travail vivant de la plus-value «Pl») et  
la valeur de tous les capitaux représentant des  
moyens de production, qu'on appelle capital  
constant ou «C» (parce que cette valeur se  
conserve seulement normalement dans la pro-  
duction). La composition organique, qui per-  
met d'étudier les bases de la rentabilité et  
l'évolution de la relation des moyens matériels  
aux travailleurs, reprend le rapport  $C/V$  mais  
en considérant que V est pris comme indice de  
tout le travail vivant. Autrement dit, au-delà  
de V, ce que l'on veut appréhender c'est  
 $V + Pl$ .

La somme  $V + Pl$ , c'est toute la valeur  
nouvelle créée par le travail (ou encore la  
quantité de travail fournie par une force de  
travail de salaire V) c'est donc aussi la limite  
de la plus-value possible, quel que soit le taux  
de plus-value  $Pl/V$  face au capital constant  
accumulé.

Avec cette formule de Marx, on comprend  
qu'en raison de l'élévation de la composition  
organique du capital, à un moment déterminé,  
malgré les efforts faits pour relever le taux de  
plus-value ou d'exploitation — efforts qui  
par ailleurs ne sont pas eux-mêmes, sans  
limites — les capitalistes ne peuvent empêcher  
de grandir les difficultés durables de la renta-  
bilité des capitaux de la société.

**1. Composition organique du capital (en travail) C/V comme indice de V + PI mesuré par C/V + PI**



**2. Capital/produit (en prix constants) K/P**

**N.B.** Ce schéma traite des correspondances possibles entre les grandeurs auxquelles font référence les deux rapports. Malgré les mesures différentes (en prix constants et en travail moyen) on peut considérer, sous certaines réserves, qu'il y a correspondance de l'évolution des deux rapports, dans la mesure où tous deux renvoient à la base de la rentabilité effective des capitaux à l'échelle sociale. Une conversion à des mesures en travail, permettant théoriquement une correspondance plus rigoureuse, devrait pouvoir réduire en travail moyen les deux termes du rapport « capital/produit (net) ». Une élé-

tion décelable du rapport « capital/produit » pourrait correspondre à une élévation beaucoup plus importante de la composition organique du fait de la présence de l'amortissement consommé et du fait de la limitation du capital en capital fixe.

Ce schéma fait, en outre, abstraction de l'exclusion du travail non productif et des dépenses non productives dans le rapport statistique « capital/produit ».

Dès le début, l'analyse de la crise du CME s'est efforcée de s'appuyer sur des travaux statistiques. En particulier, elle a utilisé les travaux statistiques ayant cours dans les pays capitalistes sur l'évolution de la relation dite « produit/capital » ou « capital/produit », c'est-à-dire capital fixe/valeur ajoutée brute. On peut considérer en effet qu'il existe une « certaine relation » entre l'évolution de ce rapport « capital/produit » en *prix constant* et le rapport en *valeur* : capital constant (c) fixe/salaire (v) + plus-value (PI) + amortissement du capital fixe. Ce rapport — C fixe/V + PI + amortissement — est lui-même très proche de C/V + PI, rapport permettant de mesurer la composition organique du capital.

**La référence à des analyses statistiques** concrètes permet non seulement d'étayer la théorie de la crise de structure de la société française mais encore de la préciser.

Ainsi, dans un article de décembre 1972 sur la crise du C.M.E., je me suis référé à des mesures du rapport « capital/produit », depuis les célèbres travaux de Simon Kuznets sur les Etats-Unis, jusqu'au travail de Jacques Mairesse concernant la France, publié en 1971 (« *L'estimation du capital fixe productif* » Economie et Statistique, juillet-août 1971)

Depuis, les travaux sur le rapport « capital/produit » mais aussi sur la liaison

entre l'évolution de ce rapport et les dépenses durables de la crise de structure actuelles dans les économies capitalistes se sont multipliées en France. Le plus synthétique de ces travaux reste encore la « *Fresque historique du produit brut* » (INSEE, octobre 1974), qui insiste sur l'élévation du rapport « capital/produit » (ou la baisse du rapport « produit/capital ») en France depuis 1970.

La confirmation apportée à la thèse de la suraccumulation dans la crise du CME par la *Fresque* de l'INSEE a été soulignée plusieurs fois notamment dans mon intervention à la journée d'étude sur la crise du CME, mai 1975.

C'est ainsi que, par exemple, dans le compte-rendu des travaux statistiques en question, publié à l'issue d'une polémique avec moi, dans le « *Monde de l'Économie* » du 9 septembre 1975, Gilbert Mathis a posé la question : « *Peut-on dès lors parler de « gachis d'investissements » ou de « vocabulaire marxiste de suraccumulation* ». La bataille idéologique est, en effet, toujours vive sur cette question.

Certains commentaires des travaux statistiques sur le rapport « capital/produit » tendent depuis à remettre en cause et à

(1) « *Études sur le CME, sa crise et son issue* », pp. 47-48.  
 (2) « *Études sur le CME,...* », 3<sup>e</sup> édition augmentée, pp. 477-478.

le plan statistique, ce qu'on a appelé la baisse de l'efficacité du capital fixe (baisse du rapport « produit/capital fixe ») et, en même temps, à rejeter la confirmation de la thèse théorique de la crise de structure du capitalisme contemporain fondée sur la accumulation du capital.

On a retenu deux de ces commentaires d'interprétation extrêmement différente, afin de montrer qu'il y a soit déformation des résultats statistiques, soit déformation de la thèse avancée, que les résultats publiés à l'étranger confirment et précisent.

### **Évolution du rapport Capital/produit» France et dans les autres pays capitalistes.**

La première étude, dont je veux parler brièvement, est un ouvrage publié à la fin de 1974, par des experts liés au grand patronat : MM. Plassard et J.M. Boussemart, *Investissement et le progrès* (Masson).

Dans la préface, M. Drancourt affirme : « *Lorsqu'on parle de crise, il serait plus exact de parler de rééquilibrage. Après une formidable période de croissance, l'économie occidentale digère ses progrès et remet de l'ordre dans ses comptes* ». Il ajoute qu'à une « *des questions les plus débattues en matière de politique économique : l'efficacité du capital productif est-elle en train de se réduire ?* », il est donné dans l'ouvrage une réponse montrant que « *la crise n'a pas pour cause une baisse de rentabilité du capital* » et que « *ce n'est pas le système qui est en cause* » (ouvrage pp. 6 et 5).

Quant aux auteurs, ils se livrent en premier lieu à une certaine présentation et à une interprétation des statistiques sur le rapport produit/capital fixe qui visent à nier la baisse de ce rapport ou du moins son caractère définitif. Dès le début de l'ouvrage, ils déclarent : « *depuis plusieurs décennies, la croissance économique se développe — spécialement en France — sur deux plans distincts, parallèles.* »

« *L'un, des gestionnaires avec une vision à court terme, peut-être un peu myopes, sont attentifs à coller à cette réalité que tout à la fois, ils*

*subissent humblement et construisent superbement.*

*Sur l'autre, se déroule avec des aspects tantôt scholastiques, tantôt mathématiques, une mythologie pontifiante (...) Que l'économie soit politique et qu'elle n'ait d'autre finalité que le bonheur des hommes ne justifie pas que l'on mélange la science expérimentale et une fantasmagorie poétique (...)*

*Le capital est le bouc émissaire de la mythologie moderne. Dans les sciences expérimentales, le capital apparaît comme la condition nécessaire du progrès de la productivité du travail et donc du niveau de vie. Un néologisme, « capitaliste », a été inventé pour présenter le processus capitaliste en le lavant de sa culpabilité... » (Ibidem p. 7)*

Nous considérons ici quelques passages significatifs de cette prétendue « science expérimentale » des auteurs, à propos de l'évolution du rapport « capital/produit » aux Etats-Unis, en France et dans d'autres pays capitalistes.

Ainsi, ce qui concerne les Etats-Unis, les travaux américains les plus sérieux révèlent la tendance à la baisse du rapport valeur ajoutée/capital fixe productif. C'est ce que montrent notamment les données fournies dans l'étude publiée par Monique Fouet sur l'évolution des Etats-Unis de 1968 à 1974 dans *Statistiques et études financières* de septembre 1975.

MM. Plassard et Boussemart, après avoir défini l'efficacité moyenne du capital comme le rapport produit intérieur brut/stock de capital, préfèrent insister pour commencer sur le rapport produit national brut (P.N.B.)/stock de capital aux Etats-Unis. Or, le P.N.B. comprend bien plus que la somme des valeurs ajoutées dans les entreprises du secteur privé et notamment les services des administrations. Malgré cela, le graphique présenté (graphique 7, page 64-65) présente une tendance à la baisse très nette de 1966 à 1975 (et même une tendance à la baisse de 1944 à 1975, malgré une remontée légère de 1949 à 1966, après la grande montée de 1932-44, liée

(3) Monique Fouet : « 1948-1974 croissance et répartition de la valeur ajoutée aux USA », *Statistiques et Etudes financières*, septembre 1975, Annexe pp. 26-27.

à la dévalorisation de capital durant la dépression des années 30). Pourtant les auteurs commentent leur graphique en ces termes : «*A la sortie de la guerre... l'efficacité revient de 1 pour passer dans la zone comprise entre 0,82 et 0,75 où elle va se maintenir de 1946 jusqu'en 1974, donc pendant 28 années. Ce n'est qu'en 1975 qu'elle glisserait à 0,7. Le phénomène qui suggère cette présentation (sic !) est donc que l'efficacité du capital serait depuis la fin de la guerre... sans tendance ni au déclin, ni au progrès*» (Ibidem, p. 63). Mieux, plus loin, en ignorant les fluctuations longues et en se référant apparemment aux taux très bas des années 1920 et du début des années 1930, précédant la grande remontée de 1934 à 1945 environ, décelées dans leurs différentes mesures statistiques, les auteurs affirment : «*l'exemple américain suggère plutôt un progrès de l'efficacité du capital depuis la guerre au regard de la période antérieure*» (Ibidem, p. 90).

Les auteurs sont d'ailleurs amenés à évoquer l'efficacité du capital dans les sociétés non financières américaines. Il doivent reconnaître alors : «*la différence fondamentale est qu'au lieu de l'ensemble du produit national on ne retient que la valeur ajoutée par les sociétés américaines, alors que le capital ou l'investissement retenu sont presque identiques. Bien évidemment, l'efficacité du capital dans les sociétés est inférieure à celle qui apparaît si l'on considère l'ensemble de l'économie*». (Ibidem, p. 69). Leurs graphiques (graphique 9 et 10, p. 70-71), qu'il s'agisse des efficacités dites moyennes de la valeur ajoutée nette/stock de capital net ou de la valeur ajoutée brute/stock de capital productif dit semi-brut révèlent une tendance très sensible à la baisse de 1966 à 1975. Cette baisse est bien sûr extrêmement forte pour l'efficacité marginale (accroissement de valeur ajoutée/accroissement de capital) depuis 1965. Mais les auteurs commentent leurs données en ces termes : «*L'efficacité moyenne nette du capital des sociétés américaines non financières a oscillé autour de 0,9, entre 1 et 0,8 sans que l'on puisse déceler aucune tendance caractéristique*» (Ibidem, p. 69).

«*L'efficacité brute d'amortissement et comprenant la formation des stocks ne peut*

*être considérée que sous sa forme marginale. Avec cette définition qui prend en compte toute la formation brute de capital, l'efficacité est évidemment plus faible (...) la tendance est assez délicate à déceler, mais il y a plutôt une orientation un peu baissière*» (Ibidem p. 72). Si l'on se reporte au graphique, on comprend que cette tendance «*plutôt un peu baissière*» n'est obtenue qu'en refusant de voir le tournant depuis 1965 et en considérant l'ensemble de la courbe depuis 1949 avec dans leur graphique, une grande remontée de 1949 à 1966.

**Pour la France**, c'est un feu d'artifice de interprétations «*purement*» scientifiques sur des données dites «*expérimentales*» et des graphiques de l'ouvrage concernant l'efficacité marginale du capital productif révélant une tendance à la baisse de 1953 à 1972 (date de l'année retenue) et une baisse surtout très forte pour 1962-1972 (graphique 12, p. 78).

Mais le commentaire déclare : «*Pour la France... l'efficacité du capital dans la définition «marginale brute» aurait évolué en l'un des deux schémas explicatifs suivants. L'un est qu'il y a eu une baisse progressive qui aurait conduit en 25 ans de 1 à 0,35, ce qui situe la France dans la zone moyenne, mais avec une sorte de tendanciel». Voyez-vous ! «L'autre est qu'après une oscillation entre 0,40 et 0,45 jusque vers 1965, l'efficacité se serait élevée sur un autre palier entre 0,4 et 0,35, dans une tendancielle ou évolution horizontale*» (Ibidem, p. 79).

Qui peut faire mieux, avec un graphique montrant une baisse très sensible depuis 1962, commentée comme une «*sorte de tendanciel*» ou une «*évolution horizontale*» sur des données de plus en plus bas, ainsi que l'écrivent MM. Plassard et Boussemart.

Les auteurs comptent beaucoup d'ailleurs sur les révisions en cours des statistiques françaises qui devraient pouvoir modifier la courbe de la Fresque de l'INSEE dans l'espoir (4).

(4) Il semble bien que la révision des statistiques puisse supprimer l'existence d'un tournant très sensible de l'évolution du rapport «*capital/produit*» à partir de 1961 en France.

## révèlent la tendance à la baisse du rapport valeur ajoutée/capital fixe productif.

Et les autres pays (même graphique 12, p. 100). Les chiffres présentés, concernant toujours la rentabilité dite marginale du capital fixe, montrent une baisse plus ou moins marquée de la rentabilité de la R.F.A., du Japon, de la Grande-Bretagne et même des Pays-Bas et de la France si l'on part de 1962 (plus tôt pour les autres pays). Voici des extraits du commentaire sur la R.F.A. : « L'Allemagne est le pays qui a eu l'efficacité la plus élevée : 0,75 pendant le quinquennat 1951-1955. Cette efficacité a beaucoup baissé depuis. Mais la baisse s'est ralentie en se ralentissant » (Ibidem, p. 77). Pour l'ensemble : « Certes, pour plusieurs pays dont l'Allemagne fournit le cas le plus typique, après une efficacité exceptionnelle au début de la guerre, il y a eu une baisse qui a constitué un retour à la normale... Au long terme il semble que l'efficacité du capital soit constante » (Ibidem p. 90).

En la conclusion de leur ouvrage, dont nous avons ici considéré que certains graphiques et commentaires cruciaux concernant le rapport « produit/capital » (mais qui traite sur cette base d'autres questions comme l'inflation), MM. Plassard et Ponsard peuvent donc affirmer : « La baisse du monde libre émerge difficilement pas de nature économique (...). La baisse du capital n'est pas au cœur du monde économique ». Toutefois, ils doivent aussitôt : « les deux faits pathologiques que nous avons relevés sont d'une part la baisse récente de l'efficacité du capital (depuis 1974 sur les toutes dernières années), qui résulte non d'une tendance à long terme mais d'un excès antérieur d'investissement et d'autre part, un recours au capital d'emprunt dans le financement de l'investissement. C'est sur ces faits qu'il convient de réfléchir afin de discerner les comportements nécessaires pour retrouver des évolutions durables » (Ibidem p. 149).

Et les solutions qu'ils considèrent avec nous et pas du tout comme un mythe, nous la suivante : « A une période où le niveau des revenus des particuliers autochtones épargne abondante et où un large jeu de hasard, les jeux de hasard, les paris et les rêves qui lui sont psychologiquement nécessaires, le financement du capital par un capital à risque largement

diffusé, ne paraît pas une voie impraticable » (Ibidem, p. 152). D'ailleurs Raymond Barre dans le Programme de Blois a proposé, entre autres, de nouveaux types d'actions et il a repris récemment ces mesures favorisant de nouveaux types d'actionnaires.

De toute façon, malgré les points noirs « pathologiques » qu'ils doivent admettre, les auteurs retombent sur leurs pieds. Leurs dernières lignes sont significatives : « Par sa nature même, l'appropriation privée des moyens de production est le régime qui économise de la façon la plus naturelle l'investissement, le capital. C'est donc le plus avantageux pour ceux qui apportent leur travail. Sur ce point le raisonnement a priori est d'ailleurs vérifié par une expérience séculaire et universelle. Que cette vérité puisse être contestée exprime la difficulté rencontrée par les hommes à penser en termes scientifiques » (Ibidem, p. 152).

Comme disaient les Grecs antiques, ceux que Zeus veut perdre, il commence d'abord par les aveugler.

### «Capital/produit» et composition organique des capitaux

Je considère ici l'étude d'un type extrêmement différent de H. Gresh intitulée « A propos de la productivité apparente du capital et de son évolution » (*Statistiques et Etudes financières*, série orange, 1<sup>er</sup> trimestre 1977). Cet article, afin de critiquer sur le plan statistique la baisse dite de « l'efficacité du capital productif », déclare se fonder sur une « prise de position sur le concept de valeur » qui renvoie en fait à une mesure en temps de travail. Il entend considérer la productivité en se référant au travail contenu dans le produit, ce qui correspond, en fait, à une mesure des valeurs de type marxiste.

En réalité la théorie de la suraccumulation du capital considère non pas le travail contenu dans les moyens de production (et la productivité apparente de ce travail rapportée au produit physique), mais le rapport « capital constant/salaire + plus-value ». Elle renvoie ainsi aux fondements de la rentabilité des capitaux. De même les analyses statistiques dites de

«l'efficacité» ou de la «productivité apparente du capital fixe» considèrent le rapport «capital fixe/valeur ajoutée brute», valeur ajoutée qui n'est pas le produit physique. Ces analyses se réfèrent aussi à la rentabilité des capitaux. Evidemment, la question du progrès de la productivité du travail total peut aussi être posée de façon corrélative, comme nous l'avons expliqué en considérant le freinage de ce progrès.

Je me bornerai aux remarques et aux résultats que cette étude expose à la fin et qu'elle considère, semble-t-il, comme une remise en cause du type de conclusions que nous avons pu tirer des travaux statistiques évoqués plus haut.

Dans l'introduction de son étude, l'auteur déclare vouloir considérer les problèmes posés par le travail de J. Mairesse sur «la productivité et la rentabilité du capital fixe productif» (in «L'évaluation du capital fixe productif», Coll. de l'INSEE, C. 18-19, novembre 1972) et par la «Fresque historique du système productif français». Comme H. Gresh le rappelle, cette fresque «insiste notamment sur la rupture intervenue en 1964 dans l'évolution de la «productivité apparente du capital» entendue comme le rapport entre la production et le capital fixe productif». (Étude citée, p. 3). En conclusion, l'auteur se réfère également aux conceptions et aux conclusions de N. Kaldor sur le «ratio K/Q» ; ou encore aux statistiques sur l'évolution de ce ratio aux États-Unis fournies par M. Fouet, dans son étude de *Statistiques et Étude financière* de 1975, ou en RFA fournie par l'étude de Loiseau, Winter et Mazier parue en 1976 toujours dans *Statistiques et Études Financières* (5).

Mais en fait, dans tous ces cas, il ne s'agit pas de la productivité au sens classique ou marxiste. Il s'agit toujours du rapport entre le stock de capital fixe (productif) et le «produit» (valeur ajoutée brute), qu'on parle de Q/K ou de K/Q.

Pour ma part, je me suis référé très exactement à ce rapport statistique «capital/produit» (K/Q), pour indiquer de façon précise une certaine relation avec la composition organique du capital, et pour confirmer ainsi l'élévation durable de la composition organique,

entraînant la suraccumulation de capital longue période. C'est le cas dans l'article 1972 sur la crise du C.M.E., ou encore de mon intervention aux Journées d'études mai 1975 sur la crise du C.M.E.

Certes de son côté, dans une note de Direction de la prévision du ministère des Finances diffusée en 1976 et présentant la première version de l'étude que nous critiquons H. Gresh se réfère au bref article paru dans *l'Humanité* en août 1975 «la brèche dans l'idéologie économique dominante» (d'ailleurs postérieur à la référence plus précise de 1975, à la *Fresque*), en citant notamment «Les études statistiques récentes de l'INSEE sur l'évolution de la France après la deuxième guerre mondiale (...) prouvent désormais l'augmentation très grave à partir des années 1960 du capital investi par unité de produit qu'il permet... Ces études confirment que le gaspillage cumulé des investissements par les trusts a entraîné que leur accélération de l'inflation, pour accroître leurs profits et relever leur taux de profit, malgré l'augmentation graduelle du capital accumulé par unité de produit» (comme citée, p. 29).

Mais le «produit» en question est le produit au sens keynésien des études statistiques mentionnées, c'est-à-dire la valeur ajoutée (brute) ou encore le revenu (brut). D'où d'ailleurs son utilisation, dans les études en question pour analyser la détermination du taux de profit et son évolution en faisant intervenir sur cette base le partage du revenu entre salaire et profit. D'où aussi, la correspondance possible avec la valeur ajoutée au sens marxiste c'est-à-dire la valeur V + P (capital variable + Plus value), sous réserve, notamment de la déduction de l'amortissement du capital consommé, retenu dans la mesure de ce «produit» en termes bruts dans la comptabilité nationale.

Quant au «capital» en question, il s'agit toujours du stock de capital fixe accumulé et donc avancé dans la production (6) et non encore l'utilisation faite pour analyser le taux de profit concret et la correspondance possible, en termes marxistes, avec la composition organique du capital, du rapport capital fixe/valeur ajoutée, sous réserve notamment de

(5) B. Loiseau, M.B. Winter, J. Mazier «répartition, rentabilité et accumulation du capital : un essai de comparaison internationale», *Statistiques et Études financières* (1<sup>er</sup> trimestre 1976).

(6) Le «capital» aussi est évidemment pris au sens classique utilisé, c'est-à-dire au sens académique de la comptabilité nationale, et non au sens marxiste incluant le capital variable (des investissements avancés).

## Le gaspillage cumulé des investissements par les trusts explique l'accélération de l'inflation pour accroître leurs profits.

du capital constant circulant, concernant les matières premières, les semi-produits et le produit.

L'on voulait passer d'une mesure en prix constants à une mesure en travail à partir du rapport «capital/produit» en question (pour ainsi de se rapprocher du concept marxiste de composition organique du capital), la mesure en travail devrait donc pouvoir être les *deux termes du rapport*: «capital» et «produit» et non un seul terme comme l'essai auquel se limite H. Gresh pour désigner ce que l'on pourrait appeler la productivité du travail contenu dans le capital fixe. Le «produit» en question n'étant pas la production concrète ou le produit physique, mais la somme de «valeur ajoutée» exprimée en monnaie, il faudrait pouvoir le ramener au travail vivant producteur de cette valeur ajoutée (une fois déduit l'amortissement de la valeur ajoutée brute), avec les mêmes unités pour le capital constant.

Quant H. Gresh, tout en se référant à ce rapport dans le sens de valeur ajoutée/capital fixe qui est celui des diverses études fondamentales auxquelles il se rapporte dans son introduction et sa conclusion (et celui que nous avons utilisé), se réfère à la fin de son ouvrage à un rapport dit «Q/K» tout différent. Comme l'auteur n'attire pas l'attention sur le changement du rapport Q/K, il faut se reporter aux chiffres concrets qu'il cite à partir de la *Fresque* de l'INSEE. Ces chiffres ne mesurent pas ce que la *Fresque* appelle la «productivité du capital» tout court, ou encore la «productivité apparente du capital (Q/K)» (voir page p. 55), mais le rapport tout différent que l'auteur appelle la «productivité du capital consommé» (7). Dans ce rapport utilisé par H. Gresh, d'une part, il ne s'agit plus du rapport de capital fixe, mais uniquement de la mesure du capital fixe usée ou consommée dans la production (8).

D'autre part, il ne s'agit plus de la seule

valeur ajoutée, même brute, mais de la «production» dans chaque secteur, obtenue par la somme de la valeur ajoutée brute et des consommations intermédiaires (9). La différence est d'ailleurs éloquentement illustrée entre l'allure de la courbe de ce que la *Fresque* appelle Q/K (graphique XVII b, p. 68) et celle de la courbe de la «productivité du capital consommé» (graphique XVI, p. 64).

En conséquence, les résultats exposés par H. Gresh tout à la fin de son étude, pour discutables qu'ils soient pour d'autres raisons comme nous le verrons, ne mettent pas en cause le mouvement dit de l'efficacité du capital «produit/capital» ou valeur ajoutée/capital fixe, comme base de l'étude de la rentabilité concrète du capital. Ils ne mettent pas non plus en cause les confirmations que nous en avons tirées nous-mêmes, du point de vue de l'évolution de la composition organique du capital et de la suraccumulation du capital de longue période dans notre pays.

Ces résultats pourraient porter uniquement sur un des éléments de l'évolution de la productivité du travail total, sous réserve de la réduction en travail du capital fixe consommé, en ne considérant que le travail passé cristallisé dans les moyens de production fixes, au prorata de leur consommation dans la production.

### Travail passé et freinage de la productivité du travail total

Mais, même de ce point de vue très différent et limité, les résultats avancés sont très contestables.

Ce que H. Gresh considère, lorsqu'il étudie ce qu'il appelle Q/K, c'est le rapport *production* (valeur ajoutée brute + consommations intermédiaires) / *capital fixe consommé*, rapport mesuré en prix constants. Et il veut ramener ce capital fixe consommé (en prix constant) au travail passé consommé correspondant, en considérant la «productivité» dans la production des équipements et des bâtiments - travaux publics. A cette fin, il considère soit uniquement le «travail vivant» dans cette production c'est-à-dire ce que la *Fresque* appelle la productivité apparente du travail, qui évidemment ne fournit pas une mesure de la dépense totale du travail passé, soit ce que la *Fresque* appelle «productivité totale des facteurs».

*Fresque*, p. 65, tableau 30: Productivité du capital consommé. Les données de ce tableau sont reprises par H. Gresh (étude citée), sous le titre de Q/K en volume, en donnant d'ailleurs la page 68 de la *Fresque*.

*Fresque* précise, dans une note p. 61, «le capital consommé (amortissement)».

Enfin, la *Fresque*, p. 62 précise à propos des indicateurs de productivité des facteurs: ces «indicateurs diffèrent de ceux jusqu'à présent dans ce chapitre... ceux-ci rapportent le volume de la valeur ajoutée au travail et au capital. Ceux-ci rapportent la production, somme de la valeur ajoutée et des consommations intermédiaires.»

Or, la mesure en prix constant de cette « productivité apparente du capital fixe consommé » est très contestable. Elle tend très probablement à exagérer la croissance de la productivité en question. D'une part, du côté de la « production », il ne s'agit pas de séries de produits physiques bien entendu, mais, puisqu'il faut additionner des produits physiques différents, d'un agrégat mesuré par la somme, en prix constant, des valeurs ajoutées brutes et des consommations intermédiaires. Dans ces conditions, plus il y a consommation de capital fixe pour une même production physique et surtout plus il y a de consommations intermédiaires, par exemple d'énergie, pour une même production physique et plus la production, ainsi mesurée, semble accrue, alors qu'il y a au contraire dépenses accrues pour une même production (10). Ainsi la croissance de la production pourrait être surestimée en cas de croissance des dépenses en moyens de production pour un même produit physique.

D'autre part, du côté du « capital », le rapport ne tient pas compte de la partie consommation intermédiaire ou du capital constant circulant. Il convient de souligner que le capital fixe consommé (bien entendu inférieur au stock du capital fixe avancé) ne représenterait, selon la *Fresque* que 9% des dépenses par unité de « production », contre 47% pour les « consommations intermédiaires » en 1972 (*Fresque* p. 61).

Mais ce n'est pas tout. Si l'on considère la prétendue réduction en travail du « capital », la mesure de la productivité totale des facteurs renvoie à des dépenses en monnaie et non à des mesures en travail.

Cette « productivité des facteurs » est très probablement surestimée (par rapport à des mesures en travail), surtout dans le secteur dit des équipements (qui, d'ailleurs, comprend l'équipement des ménages dans la *Fresque*). Ici aussi intervient à nouveau, la notion de production gonflée par le gâchis de l'accumulation et surtout des consommations intermédiaires (11). De plus le capital fixe retenu est

(10) Si l'on considère, ce que la *Fresque* appelle la « productivité des consommations intermédiaires » (production / consommation intermédiaire), on s'aperçoit qu'elle baisse pendant toute la durée étudiée dans la *Fresque* et le plus fortement à la fin, soit - 0,5 % par an pour 1959-69 et - 0,8 % en 1967-69 (*Fresque* p. 65).

(11) Productivité des consommations intermédiaires en 1967-69 : équipements : - 1,4% par an; B.T.P. : - 1,7; ensemble des secteurs : - 0,8 (*Fresque*, p. 65).

très probablement diminué par les opérations de « leasing » (ou de « crédit-bail ») qui transfèrent le capital effectivement accumulé de la production dans le compte des banques. Cela vaudrait surtout pour le secteur des équipements et pour les années 1967-1969.

Pourtant, malgré tout cela, les remarques exposées par H. Gresh lui-même, concernant le rapport « production / capital consommé » affecté de la productivité dite totale des facteurs dans les équipements + B.T.P., aboutissent à un certain freinage de la croissance de cette « productivité » partielle du travail pour ainsi dire, après 1963 (12).

Il convient ici de rappeler que nous avons aussi évoqué dans l'analyse de la crise du C.M.E. et de son issue la question du poids de la productivité du travail total, tel qu'il est affecté par le gâchis de l'accumulation de machines, et tel qu'il pourrait être modifié dans un autre type de croissance. Nous avons à ce propos avancé précisément que la croissance de la part du travail passé cristallisé dans les moyens de production devait contribuer à freiner, à un certain moment de l'évolution, la croissance de la productivité du travail total consommé (vivant + passé), en raison de l'importance excessive de l'accumulation du travail passé (contenu dans les moyens de production) et aussi de l'insuffisance relative des dépenses pour les travailleurs afin de relever la rentabilité.

## Progrès technique neutre ou mise en cause de la domination du capital

Au début de sa conclusion, H. Gresh nous a même que la « surprise et l'inquiétude que j'ai parfois inspiré les commentaires sur la « baisse de la productivité apparente du capital » négligent les appréciations de la *Fresque* sur la progression de la productivité totale et paraissent à

(12) Taux de croissance annuels moyens :  
1959-63    1963-67    1967-69    1969-72  
2,1        1,2        1,4        1,4

(Etude citée p. 19).

(13) Voir *Etudes sur le C.M.E., sa crise et son issue* : voir aussi le commentaire de 1975 sur la *Fresque* notamment : « le poids de l'accumulation excessive de production (travail cristallisé accumulé) tendant à freiner la croissance de la productivité du travail total, cristallisé dans les moyens de production », p. 477, souligné par nous).



## irquée qu'il s'agisse de la R.F.A., du Japon, de l'Italie et même des Pays-Bas et de la Belgique.

pris, surprenantes». (Etude citée, p. 20). Il insiste sur la prise en compte du concept de travail pour définir le volume du capital et ne s'oppose pas aux conclusions sur la baisse d'efficacité dans l'utilisation du capital fixe. Nous avons vu que la mesure en travail du stock de capital fixe, face au «produit» (entendu comme la valeur ajoutée), n'aurait aucun sens ni du point de vue de la composition organique du capital, ni du point de vue de la stabilité du capital avancé, telle qu'elle est liée avec les concepts issus de la comptabilité nationale par les auteurs de la *Fresque*. Si l'on considère la valeur ajoutée, il y a baisse du rapport de son rapport au stock de capital fixe, baisse de l'efficacité du capital accumulé en réalité suraccumulation profonde. Quant à la question très différente et dérivée de la relation nouvelle au freinage de la productivité totale, outre l'insuffisance des mesures prises, les résultats de la *Fresque* exagèrent probablement le progrès de la productivité totale masquant son ralentissement, sans parler du freinage plus marqué des années 1970-1977 qu'elles n'a pu, bien évidemment, prédire.

Mais surtout la conclusion de l'article confirme la confusion entretenue par l'auteur entre le rapport de la production au capital consommé avec le rapport de la valeur ajoutée au stock de capital fixe auquel il se réfère dans les trois paragraphes ultérieurs de sa conclusion. Aurait-il été victime d'une compréhension naïve — partagée éventuellement par d'autres — des expressions «produit» en un sens plus large que la valeur ajoutée, et «gas-pillage» d'accumulation et «baisse de l'efficacité» du capital fixe au sens de baisse de la productivité du travail total ?

Juste après avoir évoqué «la surprise et l'inattendu» qui ont en effet caractérisé l'impact des travaux statistiques considérés, dans l'idéologie économique dominante, l'auteur déclare (cité, p. 20) : «Ces réactions semblent baser sur un postulat implicite; dans une situation «normale»  $Q/K$  devrait croître. Or nombreux modèles de croissance intègrent au contraire l'hypothèse d'une constante de  $Q/K$ ». Il se réfère alors à N. Kaldor et à ses considérations sur la constance du rapport  $Q/K$  et celle de la «productivité» du capital. Notons tout d'abord qu'il s'agit ici, comme dans l'ensemble des travaux de Kaldor, du

rapport du «produit» au «stock» de capital. Kaldor dans ses modèles de 1957 comme dans ceux de 1962 explique, en effet, que tandis que le rapport «stock de capital/travail» s'élève, le rapport «stock de capital/produit» resterait constant (1957) ou pourrait rester constant (1962). Cette tendance résulterait de l'égalité des taux de croissance du rapport «capital/travail (vivant)» et du rapport «produit/travail (vivant)» du fait du comportement équilibrant des entrepreneurs capitalistes à la recherche d'un taux de profit satisfaisant. J'ai déjà évoqué cette conception du travailliste de droite et économiste célèbre N. Kaldor, et esquissé sa critique publiquement, dès 1968, précisément dans mon premier article théorique sur la crise de structure du C.M.E., en opposant la neutralité du progrès technique chez Kaldor, à la hausse de la composition organique du capital, dans la phase ascendante du cycle long capitaliste, cycle repéré par Kondratieff (14).

D'ailleurs une critique interne des théories de la croissance en équilibre stable a accompagné en fait le développement de la théorie marxiste des fluctuations longues. Mais elle s'est fondée aussi sur des travaux statistiques, et, entre autres, sur les analyses de Kuznets montrant en fait, les fluctuations de longue période du rapport capital/produit aux Etats-Unis (15).

Dans les deux paragraphes suivants de sa conclusion, H. Gresh se réfère à la baisse de  $Q/K$  aux Etats-Unis et en R.F.A. Rappelons encore qu'il s'agit, dans les études citées, du rapport «valeur ajoutée/stock de capital fixe». Dans les deux cas, d'après les études considérées, il y a baisse, si on considère l'ensemble de l'économie. H. Gresh souligne les différences entre les pays, ce qui n'a rien d'étonnant. Il s'étonne de la baisse d'efficacité apparemment plus rapide du capital fixe en R.F.A. qu'en France, tout en devant reconnaître, en outre, le niveau initial beaucoup plus élevé de cette efficacité en R.F.A.. Il oublie que les

(14) «Etudes sur le C.M.E. sa crise et son issue», p. 129.

(15) Au cours de l'évolution passée du capitalisme, la tendance à l'élévation de la composition organique des capitaux, dans la longue phase de tendance aux essors conduit à la suraccumulation de longue période; au cours de la longue phase de difficultés la tendance à la baisse de la composition organique, dans la mesure où elle arrive à s'imposer sous l'effort de la concurrence, renforce encore la surproduction et le chômage tant qu'elle n'est pas liée à des transformations de structure permettant notamment la croissance de la demande globale de la société.

## La question du rapport capital/produit est au centre de l'analyse d'un type vraiment nouveau de croissance. Elle contribue à démontrer que la solution à la crise n'est ni l'austérité ni le redéploiement mais bien la lutte contre le gâchis.

rappports sont mesurés en prix constants (sans considérer les transferts liés à la différence des taux d'inflation et aux taux de change).

Dans sa note initiale, il avait d'ailleurs affirmé à propos notamment des différences entre pays capitalistes, «*si on admet que chacun de ces pays traverse une crise il devient impossible d'associer à cette crise du système capitaliste une évolution type du ratio Q/K, qui synthétiserait une information décisive*» (note citée, p. 30). C'est bien l'analyse de la crise du C.M.E. et son explication par la suraccumulation profonde du capital — approximativement mesurée par les mouvements de Q/K — qui est en cause. Mais, en réalité, les données fournies par l'étude déjà citée de MM. Loiseau, Winter et Mazier de 1976, et même celles reproduites par l'ouvrage de MM. Plassard et Boussemart, montrent une détérioration comparable du rapport dit de «l'efficacité du capital» dans tous les grands pays capitalistes.

**Bien sûr**, je n'ai fait ici qu'évoquer rapidement quelques points des travaux statistiques du type *Fresque* et des deux commentaires retenus.

J'ai rédigé en 1976 une assez longue étude sur l'ensemble de ces travaux statistiques, qui sera bientôt publiée (17). Elle examine en liaison avec la question de l'élévation de longue durée de la composition organique des capitaux à l'échelle de la France, l'évolution de l'exploitation des travailleurs, de la productivité du travail total, des prélèvements des groupes monopolistes avec l'aide de l'Etat, ainsi que des prélèvements impérialistes multinationaux.

En effet, cette question du rapport «capital/produit» se situe au centre de l'ensemble des références statistiques possibles de l'analyse de la crise du C.M.E. Elle est donc aussi au centre de l'analyse des modalités d'un type vraiment nouveau de croissance, lui-même placé au cœur des luttes politiques et idéologiques. Elle contribue à démontrer que la solution à la crise n'est ni l'austérité contre tous les travailleurs, ni le redéploiement en faveur des groupes dominants, mais bien la lutte contre les gâchis des moyens matériels et des hommes imposés par la domination des groupes monopolistes.

Ainsi, un nouveau type de croissance, répon-

dant aux aspirations des travailleurs que nous préconisons à partir de l'analyse de la crise du C.M.E. peut être concrétisé, chiffré et évalué, utilisant, entre autres, des statistiques du rapport «produit/capital», dans la mesure où le rapport en question renvoie à la composition organique des capitaux et au taux de profit qui lui est lié. Dans ces conditions, la nationalisation des groupes dominants et la lutte des travailleurs-clé de l'économie, ne se réduisent pas à de vagues restructurations, rationalisations ou à une maîtrise «en général» de ces secteurs. Elles renvoient — en liaison avec l'intervention des travailleurs — à des transformations économiques technologiques et sociales profondes. Dans la lutte contre la crise, il s'agit de lutter contre la domination de l'exploitation et de l'accumulation à tout prix. Il s'agit de lutter en cause de la dictature de la rentabilité capitaliste des grands groupes industriels et bancaires **imposant le gâchis** des moyens de production (du travail passé) et des hommes dans toute l'économie.

Il ne s'agit pas seulement, quand nous parlons d'un nouveau type de croissance, de l'augmentation de la productivité du travail et de l'économie des dépenses en moyens de production, mais aussi que cela soit très important pour lutter contre le freinage de la productivité du travail. Il s'agit aussi du rapport des accumulations matérielles avec le travail vivant, c'est-à-dire des dépenses pour les travailleurs, leurs salaires et leurs consommations collectives. Dans un type vraiment nouveau de croissance, les *économies relatives d'accumulation* pour les stocks de capital matériel *au développement de l'emploi, des améliorations des conditions de travail et de vie des travailleurs*. La productivité supérieure du travail est aussi l'efficacité supérieure des moyens matériels accumulés dans la production. Elle ne tient, d'ailleurs, non pas les buts et les conditions de la construction productive, mais la construction démocratique d'une vie sociale nouvelle.

Paul Brousse

(16) « Sur les travaux statistiques de synthèse sur le thème productif » français et l'analyse théorique de la structure », étude à paraître dans les *Cahiers de l'Institut de l'Économie et Politique*.